CASSON Philippe

MCF HDR en droit privé

Philippe.casson@wanadoo.fr

> Thèmes de recherche

- Droit civil
- Droit des obligations
- Droit du contrat
- Droit de la responsabilité civile
- Régime de l'obligation
- Droit des assurances
- Droit des fonds de garantie
- Droit des recours des tiers payeurs
- Droit bancaire

> Production scientifique

I - Ouvrages:

- 1°- Les fonds de garantie, Préface de Madame Geneviève Viney, Professeur à l'Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne), <u>LGDJ, Collection Droit des affaires, 1999</u> (Thèse de doctorat), 257 pages, compte rendu de Madame Yvonne Lambert-Faivre, Professeur émérite de l'Université Lyon III Jean Moulin, paru dans la <u>Revue Internationale de Droit Comparé 2000-</u>3, p. 669,
- 2° « La réforme de la prescription en matière civile : le chaos enfin régulé ? », actes du colloque organisé par mes soins, 15 mai 2009, Université de Rennes I, collection Thèmes et commentaires, Dalloz, 2010,
- 3° *Droit des assurances*, à paraître en 2012 dans la collection Master Pro aux éditions Gualino, diffusion Lextenso éditions,
- **4°** Le *droit des recours des tiers payeurs*, à paraître en 2013, dans la collection Droit des affaires, LGDJ Lextenso éditions,

II - Articles et contributions parus dans des revues à comité de lecture :

- 5°- « Le subsidiaire et le droit privé », Revue de la Recherche Juridique, 2001-1, p. 143, 39 p.
- **6°-** Contributions au Billet de l'Immobilier publiées dans la revue <u>Petites Affiches de 1994 à 2007</u>, François Magnin, Professeur à l'Université de Bourgogne (dir.), (58 pages),
- 7°- Article issu de mon mémoire de DEA, intitulé « A propos de quelques évolutions récentes de l'assiette du recours des organismes payeurs de prestations sociales », publié dans la revue *Droit social*, 1989, p. 689 (9 pages),
- 8° « Le recours des tiers payeurs : une réforme en demi-teinte », JCP G 2007, I, 144 (5 p.),
- 9° « Du concours de l'assuré et de l'assureur subrogé », à paraître,
- 10° «L'obligation principale et non subsidiaire du Fonds de garantie des victimes d'infractions pénales », à paraître,

- 11° « Suicide et assurance-vie », contribution aux journées Capitant : *L'aléa*, 3 avril 2009, Université du Maine, Dalloz, collection Thèmes et commentaires, Association Capitant, Journées nationales, Tome XIV / Le Mans, 2011, p. 33 (18 pages),
- **12° -** « Le nouveau régime de la prescription en matière civile », contribution au colloque organisé par mes soins : *La réforme de la prescription en matière civile : le chaos enfin régulé* ?15 mai 2009, Université de Rennes 1, collection Thèmes et commentaires, Dalloz 2010, p. 25 (26 pages),
- 13° « L'assureur dans le procès pénal », contribution au colloque L'assureur et le procès pénal, Université du Maine, 27 novembre 2009, Revue Générale de Droit des Assurances, 2010, p. 547 (26 pages),

III - Articles parus dans des revues sans comité de lecture :

- **14°-** « L'assurance construction et l'investissement immobilier », numéro spécial, <u>Petites Affiches</u>, n° 49, 23 avril 1997, p. 31, consacré au thème du 93^{ème} congrès des notaires de France L'investissement immobilier (5 pages),
- **15**°- « Le notaire et l'article L. 243-2, alinéa 2, du Code des assurances », numéro spécial, <u>Petites Affiches</u>, n° 97, 15 mai 2003, p. 3, consacré au thème du 99ème congrès des notaires de France La vente d'immeuble Sécurité et transparence (6 pages),
- **16°** « Les assurances liées aux cartes de paiement », numéro spécial Droit bancaire, <u>Gazette</u> du palais 2012, n° 34 à 35, p. 11 (3 pages),

IV CHRONIQUES

- 17°-Contribution à la chronique collective Protection sociale d'entreprise publiée par la Semaine Juridique Entreprises et Affaires de 2005 à 2010 puis par la Semaine sociale Lamy à partir de 2011, sous la direction de Mesdames Sylvie Hennion et Marion Del-Sol, professeures à l'Université de Rennes I,
 - 17°-1- Cass. civ. 2ème 25 nov. 2004 : « Conditions d'opposabilité à l'adhérent des conditions générales d'un contrat d'assurance de groupe » JCP E 2005, 1550, n° 8 à 10,
 - 17°-2- CA Paris, 7ème sect. A, 4 avr. 2006: «Effet du caractère forfaitaire ou indemnitaire d'une prestation en vertu d'une assurance de groupe » JCP E 2006, 2648, n° 18 à 24 (2 pages),
 - 17°-3- « Le recours des tiers payeurs : une réforme perfectible » <u>JCP E 2007</u>, 1768, n° 29 à 37 (3 p.), 17°-4 Cass. civ. 1ère 12 juill. 2007 : « A propos d'un changement d'assureur en assurance de
 - 17°-4 Cass. civ. 1ère 12 juill. 2007 : « A propos d'un changement d'assureur en assurance de groupe » JCP E 2007, 2530, n°8 et 9 (1 page),
 - 17°-5 Cass. com. 6 nov. 2007 : «Le capital décès présente un caractère forfaitaire et non indemnitaire dès lors qu'il est indépendant dans ses modalités de calcul et d'attribution de celles de la réparation selon le droit commun » ; Cass. civ. 2ème 13 sept. 2007 : «La désignation du bénéficiaire du capital décès d'une assurance de groupe résulte de la décision unilatérale de l'assuré-adhérent et peut s'exercer à tout moment » ; Cass. civ. 2ème 25 oct. 2007 : «La lettre recommandée exigée par l'article L. 132-20, alinéa 2, du Code des assurances constitue une formalité substantielle » ; Cass. civ. 2ème 7 févr. 2008 : « Le maintien de la garantie frais de santé au profit de l'ancien salarié est impératif et doit être réalisé à l'identique », JCP E 2008, 2008, n° 20 à 29.
 - 17°-6 Cass. civ. 2ème 17 avr. 2008 : « La durée dans le temps de l'assurance prévoyance collective », JCP E 2009, 1430, n°12.
 - 17° -7- Cass. soc. 20 mai 2009 : « L'obligation d'information et de conseil qui pèse sur le souscripteur d'une assurance de groupe ne se limite pas à la mise à disposition de l'assuré de la notice prévue par l'article L. 141-1 du Code des assurances » ; Cass. soc. 13 mai 2009 ; « Les héritiers d'un salarié sont en droit d'agir en requalification d'une prestation de services en contrat de travail afin de bénéficier des prestations d'un contrat d'assurance de groupe » ; Cass. civ. 2ème 2

- **avr. 2009 :** « Le point de départ de la prescription biennale d'une garantie d'assurance contre les accidents corporels stipulée dans une assurance de groupe », <u>JCP E 2009</u>, 2076, n° 11 à 13.
- 17° 8 Cass. civ. 2ème 14janv. 2010 : «Le maintien des prestations en cas de résiliation ou de non renouvellement du contrat d'assurance de groupe», JCP E 2010, 1597, n°7.
- 17°-9 Cass. civ. 2ème 8 juill. 2010 : « La mise en demeure de l'article L. 143-3 du Code des assurances n'est pas requise lorsque l'exclusion de l'adhérent résulte de la rupture du lien qui l'unissait au souscripteur », JCP E 2010, 2120, n° 30.
- 17°-10 Cass. civ. 2ème 10 févr. 2011 : « Modalités d'entrée en vigueur dans le temps de l'article 7-1 de la loi Evin » ; Cass. civ. 2ème 3 mars 2011 : « Champ d'application de l'article 7 de la loi Evin », Semaine sociale Lamy 2011, n° 1498, p. 5.
- 17°-11 Cass. civ.2ème 12 mai 2011, n° 10-11.832: « La nullité du contrat d'assurance : la mauvaise foi ne suffit pas », Semaine sociale Lamy 2011, n° 1516, p. 6.
- 18° Contributions en assurance-crédit, en assurance de dommage corporel et en assurance emprunteur dans <u>L'essentiel de l'assurance</u> depuis sa création en octobre 2010 publié sous la direction de Madame Véronique Nicolas, Professeure à l'Université de Nantes et de Monsieur Pierre-Grégoire Marly, Professeur à l'Université du Maine, éditions Lextenso.
 - 18-1° Accord de partenariat entre la Coface et l'OSCI, LEDA oct. 2010, 5 ;
 - 18-2° Création du collectif inter associatif de lutte contre les accidents de la vie courante (CLAC), LEDA nov. 2010, p. 5 ;
 - 18-3° Cass. civ. 1ère 17 nov. 2010, n° 09-72.316, Caractère propre par nature du capital versé au titre d'une assurance invalidité, LEDA janv. 2011, p. 1; Arrêt du dispositif CAP+ fin décembre 2010 et prolongation du dispositif CAP jusqu'en juin 2011, LEDA janv. 2011, p. 6;
 - 18-4° Accidents corporels : grande cause nationale en 2011 ? LEDA févr. 2011, p. 4;
 - 18-5° Cass. civ. 2ème 13 janv. 2011, n° 10-11.806, Exclusion de garantie portant sur toute atteinte discale et/ou vertébrale, LEDA mars 2011, p. 5;
 - $18-6^{\circ}$ Cass. civ. $2^{\text{ème}}$ 3 mars 2011, n° 09-14.989, Champ d'application de l'article 7 de la loi Evin, LEDA avr. 2011, p. 5 ;
 - **18-7° Cass. civ. 2^{ème*} 17 mars 2011, n° 10-30.448,** Rente invalidité et demande nouvelle en appel, LEDA mai 2011, p. 5 ;
 - **18-8° Cass. civ. 2^{ème} 7 avr. 2011, n° 10-13.544,** Assurances collectives à adhésion obligatoire et à adhésion facultative : mode d'emploi, LEDA juin 2011, p. 5 ;
 - **18-9° Cass. civ. 2**ème **1**er **juin 2011, n° 09-72.552,** Le doute doit profiter à l'assuré : l'article L. 133-2 du Code de la consommation s'applique au contrat d'assurance de personne, LEDA juill. 2011, p. 1.
 - 18-10° Cass. civ. 2ème 30 juin 2011, n° 10-21.464, Champs d'application de l'article L. 112-2, alinéa 5, du Code des assurances, LEDA sept. 2011, p. 3 ; Cass. civ. 2ème 30 juin 2011, n° 10-17.639, Les ordonnances successives qui ne modifient pas la mission initiale de l'expert judiciaire n'interrompent pas la prescription biennale, LEDA sept. 2011, p. 3,
 - **18-11° Cass. civ. 2^{ème} 7 juill. 2011, n° 19-19.625,** Le rejet de la demande en justice rend non avenue l'interruption de la prescription biennale, LEDA oct. 2011, p. 2,
 - **18-12° Cass. civ. 2^{ème} 6 oct. 2011, n° 10-24.637,** Le juge est tenu de rechercher la date de consolidation de l'assuré, LEDA nov. 2011, p. 3,
 - **18-13° Cass. civ. 2**ème **3 nov. 2011, n° 10-25.818,** Justifie légalement sa décision une cour d'appel qui, pour prononcer la nullité des contrats d'assurance a estimé qu'en ayant intentionnellement répondu de façon inexacte à la question relative à l'existence d'un traitement médical, l'assuré a modifié l'opinion que l'assureur pouvait avoir de l'étendue des risques garantis, LEDA déc. 2011, p. 3,
 - **18-14° Cass. civ. 2^{ème} 24 nov. 2011, n° 10-13.458,** Les prestations servies par les organismes visés à l'article 29-5° de la loi n° 85-677 du 5 juillet 1985 sont indemnitaires par détermination de la loi, LEDA janv. 2012, p. 2,
 - 18-15° Cass. civ. 2ème 15 déc. 2011, n0 10-26.983, La cour de cassation rappelle que la clause de déchéance pour déclaration tardive du sinistre doit être stipulée en caractères très apparents, LEDA févr. 2012, p. 2,

- **18-16° Cass. civ. 2**ème **13 janvier 2012, n° 11-10.272**, Le point de départ de la prescription biennale est constitué soit par le refus de garantie de l'assureur soit par la demande de paiement de 'établissement de crédit, LEA mars 2012, p. 5,
- **18-17° Cass. civ. 2^{ème} 9 février 2012, n° 11-10.091,** Le souscripteur qui a déclaré ne pas être atteint d'une maladie grave ou chronique alors qu'il suivait un traitement médical en raison d'une dyslipidémie commet une fausse déclaration intentionnelle qui modifie l'appréciation du risque pour l'assureur, LEDA avril 2012, p. 5,
- **18-18° Cass. civ. 3^{ème} 28 mars 2012, n° 10-23.371,** Un contrat d'assurance emprunteur garantit le bon achèvement d'une vente à terme, LEDA, mai 2012, p. 6,
- **18-19° Cass. com. 10 mai 2012, n° 11-15.206,** L'obligation de mise en garde du souscripteur d'une assurance emprunteur, LEDA, juin 2012, p. 5.

Chronique de droit des assurances (152 pages) :

- 19°- Chronique n°1, Petites Affiches n° 9 du 12 janvier 2001, p. 12 (8 pages),
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 novembre 1999 : contrat d'assurance, caractère aléatoire absence d'aléa nullité relative
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 mars 1999 : contrat d'assurance formation caractère consensuel
 - Cass. civ. 1^{ère} 15 juin 1999 : contrat d'assurance modification acceptation par le silence de l'assureur domaine d'application
 - Cass. civ. 1^{ère} 1^{er} juin 1999 : contrat d'assurance bénéficiaire du contrat assurance pour compte assurance de responsabilité et assurance de bien règle supplétive
- 20°- Chronique n° 1 (suite et fin), Petites Affiches n° 10 du 15 janvier 2001, p. 10 (9 pages),
 - Cass. civ. 1ère 9 novembre 1999 : contrat d'assurance note de couverture
 - Cass. civ. 1^{ère} 19 mai 1999 : déclaration du risque fausse déclaration connaissance des faits par l'agent général mandataire effet
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 février 1999 : contrat d'assurance prescription biennale suspension instruction pénale (non interruption défense à l'action pénale (non)
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 mars 1999 : contrat d'assurance prescription biennale interruption lettre recommandée avec accusé de réception défaut effet
- 21°- Chronique n° 2, Petites Affiches n° 224 du 9 novembre 2001, p. 10 (12 pages),
 - Cass. civ. 1^{ère} 4 juillet 2000 : assurances de dommages risque garanti faute caractère intentionnel appréciation souveraine des juges du fond
 - Cass. civ. 1^{ère} 21 novembre 2000 : assurances de dommages assurances cumulatives identité de souscripteur
 - Cass. civ. 1^{ère} 24 octobre 2000 : assurances de dommages subrogation de l'assureur paiement d'une dette personnelle subrogation conventionnelle subrogation légale
 - Cass. civ. 3^{ème} 29 mars 2000 : assurances de dommages recours subrogatoire de l'assureursubrogation légale – condition – paiement de l'indemnité – action subrogatoire engagée avant paiement – fin de non-recevoir – régularisation
 - Cass. civ. 1^{ère} 23 mars 1999 : assurances de dommages subrogation légale condition subrogation conventionnelle condition
- 22°- Chronique n° 2 (suite et fin), *Petites Affiches* n° 225, 12 novembre 2001, p. 9 (7 pages),
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 novembre 1999 : assurances de dommages recours subrogatoire de l'assureur condition responsabilité du tiers fondement indifférent
 - Cass. civ. 2^{ème} 14 janvier 1999 : assurances de dommages recours subrogatoire de l'assureur assuré partiellement indemnisé recours concurrent de l'assuré et de l'assureur contre le tiers responsable préférence accordée à l'assureur
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 novembre 1999 : assurances de dommages subrogation de l'assureur subrogation rendue impossible par le fait de l'assuré circonstances appréciation souveraine des juges du fond
- 23°- Chronique n° 3, <u>Petites Affiches n° 205 du 14 octobre</u> 2002, p. 12 (7 pages),
 - Cass. civ. 3^{ème} 9 janvier 2002 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile risque garanti non-assurance faute intentionnelle notion appréciation des juges du fond

- Cass. civ. 1^{ère} 23 novembre 1999 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile obligation de l'assureur de resp. compensation entre la dette de l'assuré et celle du tiers effet
- 24°- Chronique n° 3 (suite), *Petites Affiches* n° 206 du 15 octobre 2002, p. 7 (9 pages),
 - Cass. civ. 3^{ème} 31 octobre 2001 et Cass. civ. 1^{ère} 7 mai 2003 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile intérêts moratoires point de départ mise en demeure
 - CE 29 décembre 2000 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile garantie étendue dans le temps clause réclamation
- 25°- Chronique n° 3 (suite et fin), *Petites Affiches* n° 207 du 16 octobre 2002, p. 8 (7 pages),
 - Trib. conf. 15 février 1999 et Cass. civ. 1^{ère} 6 juillet 1999 et loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 (art. 2): assurances de dommages assurance de responsabilité civile action directe exercice compétence juridictionnelle compétence matérielle responsable personne morale de droit public réforme législative
 - Cass. civ. 1^{ère} 29 février 2000 et 7 novembre 2000 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile action directe exercice mise en cause de l'assuré par la victime caractère obligatoire (non)
- 26°- Chronique n° 4, <u>Petites Affiches n° 260 du 30 décembre 2002</u>, p. 8 (12 pages),
 - Cass. civ. 1^{ère} 4 décembre 2001 : assurance construction assurance dommages-ouvrage procédure d'instruction prévue par le Code des assurances caractère obligatoire possibilité pour l'assuré d'assigner directement en désignation d'expert (non)
 - Cass. civ. 1^{ère} 9 octobre 2001 : assurance construction recours subrogatoire de l'assureur dommages-ouvrage subrogation légale condition paiement action subrogatoire engagée avant paiement fin de non-recevoir pour défaut de qualité régularisation
 - Cass. civ. 1^{er} juillet 2001 : assurance construction assurance dommages-ouvrage contrat de construction de maison individuelle garantie de livraison cumul de garanties recours du garant contre l'assureur dommages-ouvrage fondement subrogation légale
 - Cass. civ. 2ème 27 mai 1999 : fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse
 - obligation accident causé par un animal dans un lieu ouvert à la circulation publique
 - Cass. civ. 2^{ème} 13 juillet 1999 : fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse obligation accident de la circulation avec implication d'un véhicule terrestre à moteur dommages pris en charge dommages aux biens dommages immatériels
- 27°- Chronique n° 5, <u>Petites Affiches n° 23 du 2 février 2004</u>, p. 3 (10 pages),
 - Cass. civ. 2^{ème} 24 octobre 2002 (deux arrêts): fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse bénéficiaire nationalité moment d'appréciation- date de la demande
 - Paris 9 septembre 2002 : fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse obligation caractère subsidiaire condamnation *in solidum* avec le responsable (non)
- 28°- Chronique n° 5 (suite), *Petites Affiches* n° 24 du 3 février 2004, p. 9 (7 pages),
 - -Cass. civ. 2^{ème} 29 novembre 2001 : fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse obligation caractère subsidiaire condamnation *in solidum* avec les coauteurs coimpliqués dans un accident de la circulation demande formulée par le fonds recevabilité (non) « nul ne plaide par procureur »
 - -Cass. civ. 2ème 27 mars 2003 : fonds de garantie contre les accidents de la circulation et de chasse obligation caractère subsidiaire pluralité de causes accident de la circulation responsabilité éventuelle de l'assureur de la victime condamnation du fonds (oui)
- 29°- Chronique n° 5 (suite), <u>Petites Affiches n° 29 du 10 février 2004</u>, p. 6 (13 pages),
 - Paris 9 janvier 2003 : fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions bénéficiaire conditions nationalité ressortissante de nationalité étrangère mariée à un français victime à l'étranger d'un acte de terrorisme (non)
 - Cass. civ. 2^{ème} 27 septembre 2003 et 13 mars 2003 (trois arrêts) : fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions loi du 6 juillet 1990 application dans le temps
- 30° Chronique n° 5 (suite et fin), Petites Affiches n° 30 du 11 février 2004, p. 6 (7 pages).
 - Cass. civ. 2^{ème} 13 décembre 2001 : fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et obligation caractère subsidiaire (non) caractère principald'autres infractions
 - Cass. civ. 2^{ème} 7 mai 2003 : fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions domaine d'application revirement de jurisprudence accident du travail (non)

- Cass. civ. 2^{ème} 8 décembre 1999 et 13 décembre 2001 : fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions domaine d'application accident de la circulation à l'étranger (oui)
- 31° Chronique n° 6, *Petites Affiches* n° 106-107 des 28-29 mai 2007, p. 8 (13 pages),
 - Cass. civ. 1^{ère} 24 février 2004 : contrat d'assurance clause de valeur agréée dommage preuve charge
 - Colmar 17 janvier 2006 et Cass. com. 3 mai 2006 : assurances de dommages subrogation de l'assureur subrogation légale condition assureur contractuellement tenu au paiement subrogation conventionnelle condition caractère exprès
 - Cass. civ. 1^{ère} 21 février 2006 : assurances de dommages subrogation de l'assureur effet translatif limite mesure du paiement
 - Cass. civ. 2^{ème} assurances de dommages assurance de responsabilité civile action directe action de l'assuré contre son assureur ayant pour cause le recours d'un tiers prescription biennale point de départ constitution de partie civile (non) action en reconnaissance de faute inexcusable (oui)
- 32° Chronique n° 6 (suite et fin), *Petites Affiches* n°108 du 30 mai 2007, p. 9 (13 pages)
 - Cass. civ. 2^{ème} 13 mai 2004 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile action directe exercée par l'assureur subrogé dans les droits de la victime prescription droit commun
 - Cass. civ. 2^{ème} : assurances de dommages assurance automobile obligatoire véhicule terrestre à moteur soumis à l'obligation d'assurance tondeuse à gazon autoportée (oui)
 - -Cass. civ. 2^{ème} 17 mars 2005 : assurance de dommages assurance automobile obligatoire accident de la circulation survenu sur le territoire des îles Wallis et Futuna accident soumis à la loi du 5 juillet 1985 (oui)
 - -Cass. civ. 2^{ème} 20 juin 2005 : fonds de garantie des actes de terrorisme et d'autres infractions : bénéficiaire condition nationalité ressortissante de nationalité étrangère mariée à un français victime à l'étranger d'un acte de terrorisme (non) réforme législative loi n° 2006-64 du 23 janvier 2006 (art. 20)
 - Cass. civ. 2^{ème} 20 octobre 2005 : assurances de personnes prestation caractère indemnitaire caractère forfaitaire mode d'évaluation de la prestation
- 33° Chronique n° 7 publiée dans la revue *Petites Affiches* 2008, n° 70, p. 5 (6 pages),
 - Cass. civ. 2^{ème} 14 juin 2007 : contrat d'assurance caractère consensuel
 - Chambéry 12 décembre 2006 : assurances de dommages assurances cumulatives condition identité de souscripteur
 - Cass. civ. 2^{ème} 27 février 2007 : assurances de dommages subrogation de l'assureur concours de l'assuré et de l'assureur subrogé sur une indemnité due par le tiers insuffisante pour les désintéresser priorité accordée à l'assuré (oui)
 - Cass. com. 5 décembre 2006 et Cass. civ. 3 eme 24 janvier 2007 : assurances de dommages subrogation de l'assureur subrogation conventionnelle indemnité intérêts moratoires point de départ mise en demeure
 - Dijon 10 mai 2007 : assurances de dommages assurance de bien subrogation de l'assureur sujet passif du recours bénéficiaire de l'immunité prévue par l'article L. 121-12, alinéa 3, du Code des assurances limite malveillance faute intentionnelle remise en cause de l'immunité (oui)
- 34° Chronique n° 7 publiée dans la revue *Petites Affiches* 2008, n° 71, p 16 (12 pages),
 - Cass. civ. 2^{ème} 21 décembre 2006 : assurances de dommages assurance de responsabilité civile étendue de la garantie garantie limitée à la part de responsabilité de l'assuré dans ses rapports avec le ou les coobligés (oui)
 - Cass. com. 6 novembre 2007 : assurances de personnes assurance-vie contrat groupe souscrit par l'employeur caractère indemnitaire ou forfaitaire critère

Chronique de droit de la responsabilité civile (en collaboration avec Madame Aline VIGNON-BARRAULT, Maître de conférences à l'Université de Tours, HDR) (18 pages) : 35° - Chronique publiée dans la revue <u>Petites Affiches 2007 n° 202, p. 5, (9 pages).</u>

- Cass. crim. 13 juin 2006 : évaluation du préjudice économique du concubin survivant éléments pris en compte revenus cumulés antérieurs du couple
- Veille législative : le recours des tiers payeurs
- Cass. Ass. plén. 6 avril 2007 (2 arrêts) : accident de la circulation faute du conducteur lien de causalité avec le dommage alcoolémie (non) comportement fautif du défendeur prise en compte pour évaluer l'étendue du droit à indemnisation du conducteur victime (oui)
- **36°** Chronique publiée dans la revue *Petites Affiches* 2008, p. 9 (9 pages).
 - Cass. Ch. mixte 6 juillet 2007 : responsabilité contractuelle dommages et intérêts compensatoires condition inexécution acquise préjudice effectif mise en demeure (non)
 - Cass. civ. 2^{ème} 15 mars 2007 : accident de la circulation champ d'application indemnisation d'un conducteur blessé par un piéton responsable du dommage droit commun
 - Cass. civ. 2^{ème} 26 avril 2007 : fonds de garantie des assurances obligatoires de dommages accident de chasse défaut d'assurance obligation subsidiaire coauteurs tenus *in solidum* mise hors de cause du fonds (oui)
- 37° Chronique publiée dans la revue *Petites Affiches* 2008 n° 190, p. 7 (7 pages),
 - CA Toulouse 19 décembre 2006 : réparation du dommage corporel handicap 76% acquisition du logement (non)
 - Cass. civ. 2^{ème} 12 juillet 2007 : tiers payeurs assureur prestations indemnitaires par détermination de la loi article 29-5° de la loi du 5 juillet 1985 subrogation de plein droit
- 38° Chronique publiée dans la revue <u>Petites Affiches 2008</u>, n° 191, p.3 (5 pages),
 - Cass. civ. 2^{ème} 7 février 2008 : indemnisation des victimes d'infractions pénales domaine d'application accident du travail (non) faute intentionnelle d'un co-préposé (non)
- 39° Chronique publiée dans la revue Petites Affiches 2009, n° 203, p. 6 (5 pages),
- Cass. civ. 2^{ème} 13 novembre 2008 : fait des choses gardien vente immobilière dommage corporel responsabilité du vendeur présence du représentant du propriétaire transfert de la garde au vendeur (non)
- 40° Chronique publiée dans la revue *Petites Affiches* 2010, n° 228, p. 6 (9 pages),
 - Cass. civ. 2^{ème} 11 juin 2009, n° 08-11.127 : réparation du dommage corporel handicap acquisition du logement (non) cassation contradiction de motifs
 - Cass. civ. 3^{ème} 18 novembre 2009, n° 08-13.642 : responsabilité des constructeurs prescription effet relatif de son interruption extension (non) actions n'ayant pas le même but (oui)
- **41°** Chronique publiée dans la revue *Petites Affiches* 2012, n° 22, p. 5 (4 pages)
 - -Cass. civ. 2^{ème}, 12 mai 2010, n° 09-1.569 : Réparation intégrale du préjudice Date d'évaluation Pertes de salaires Evaluation au jour du jugement ou de la transaction
- 42° Chronique publiée dans le revue *Petites affiches* 2012, n° 23, p. 6 (4 pages),
 - -Cass. civ. 3^{ème} 8 avr. 2010, n° 08-21.393 : Réparation intégrale du préjudice Préjudice matériel
 - Dommage aux biens Valeur de remplacement (non) Valeur vénale (oui)
- 43° Chronique Droit de la prescription, JCP Entreprises et Affaires, 2012, 1073.
- **44°** Mise en œuvre à partir de 2012 d'un accord éditorial conclu avec le Defrénois portant sur le commentaire d'arrêts de la Cour de cassation en matière d'assurance-vie.

V - Notes:

- **45°-** Note sur Cass. crim. 17 janvier 1994 publiée au <u>Dalloz 1995</u>, p. 577 : En cas de revente à perte, l'exception d'alignement, cause objective d'irresponsabilité, et la délégation de pouvoir, cause d'exonération, permettent au chef d'entreprise d'échapper à la responsabilité pénale (4 pages),
- **46°-** Note sur Cass. soc. 23 février 1995 publiée au <u>Dalloz 1996</u>, p. 562 : L'entraide agricole se limite désormais à l'accomplissement des seuls travaux agricoles (2 pages),
- **47°-** Note sur Cass. civ. 1^{ère} 2 juillet 1996 publiée au <u>JCP G 1997</u> II 22953 : Détermination du point de départ des intérêts moratoires dus à l'assureur de bien qui exerce son recours subrogatoire (2 pages),

- **48°-** Note sur Cass. civ. 1^{ère} 4 juin 2002 publiée dans la revue <u>Petites Affiches n° 245, 9</u> <u>décembre 2003</u>, p. 11: En cas de concours entre l'assuré et l'assureur subrogé sur une indemnité insuffisante pour les désintéresser l'un et l'autre, c'est l'assuré qui prime l'assureur (5 pages),
- **49°-** Note sur CA Paris, 7^{ème} Ch. Sect. A, 22 novembre 2005 publiée au <u>JCP G 2006</u> II 10104: Le souscripteur d'une assurance pour compte qui agit en exécution du contrat d'assurance interrompt la prescription au profit du bénéficiaire (2 pages),
- **50°** Note sur CA Dijon, ch. civ. C, 17 juin 2010, publiée au <u>Defrénois 2011</u>, n° 21, p. 1635 : Pension d'orphelin et droit à récompense (5 pages),
- **51°** Note sur Cass. civ. 1^{ère} 12 janv. 2012, n° 10-24.512, F-P+B+R+I, publiée au <u>JCP G</u> 2012.362 : gestion d'affaires et intérêt personnel du gérant,
- **52°** Note sur Cass. civ. 1^{ère} 22 mars 2012, n° 11-15.151, F-P+B+R+I, à paraître au <u>JCP G</u> 2012 : la simple connaissance par le débiteur de la cession de créance ne suffit pas à la lui rendre opposable,

VI - Fascicules d'encyclopédies juridiques :

- **53°-** Assurance contre les actes de terrorisme, Fasc. 558 du <u>Juris-classeur Responsabilité</u> civile et assurances ou Fasc. 58 du <u>Juris-classeur civil Annexes Assurances</u>, mai 2004 (21 p.),
- 54°- Entraide en agriculture, Fasc. du <u>Juris-classeur rural</u>, publié en novembre 2006 (15 p.),
- 55° Verbo, Dommages et intérêts publié au Répertoire civil Dalloz, déc. 2009 (45 p.),
- **56°-** Aveu art. 1354 à 1357 du Code civil : deux fascicules au <u>Juris-classeur civil</u>, fév. 2010 (40 p.),
- 57° Verbo, Assurance-crédit publié au Répertoire commercial Dalloz (14 pages), oct. 2010,
- 58 ° Verbo, Don manuel du Répertoire civil Dalloz, en sept. 2012,

VII - Divers:

- 59° Contributions aux <u>Annales corrigées Dalloz</u>, *Introduction au droit, droit des personnes, droit de la famille*, 2001, 2002, 2003, *Droit des obligations*, 2008, 2009, 2010, 2012, 2013 et Droit commercial Droit des affaires 2012.
- 60° Actualités : Accidents de la circulation Réduction du droit à indemnisation du conducteur victime ivre : la faute doit avoir un rapport causal effectif avec le dommage subi Cass. ass. plén. 6 avr. 2007, n° 05-15.950 ; Cass. ass. plén. 6 avr. 2007, n° 05-81.350, *JCP*, *G*, 2007, n° 16 du 18 avril 2007, p. 7, n° 180.

Communications scientifiques

1° Organisation d'un colloque: La réforme de la prescription en matière civile: le chaos enfin régulé?, Université de Rennes I, 15 mai 2009, Institut de l'Ouest: Droit et Europe, UMR CNRS 6262, dirigé par le Professeur Philippe Pierre, et en partenariat avec l'Université du Maine Themisum-CDRUM, actes publiés dans la collection Thèmes et commentaires, éditions Dalloz, 2010.

Interventions de Thierry Le Bars, Professeur à l'Université de Caen Basse-Normandie, Anne Guégan, Maître de conférences à l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne), Philippe Casson, Maître de conférences à l'Université du Maine, Gweltaz Eveillard, Professeur à l'Université de Nantes, Laurent Leveneur, Professeur à l'Université Paris II Panthéon-Assas, Marie-Laure Cicile-Delfosse, Professeur à l'Université de Rennes I, Cristina Corgas-Bernard, Maître de conférences à l'Université du Maine, François Terré, Professeur émérite de l'Université Paris II Panthéon-Assas, membre de l'Institut.

2° Participation au colloque *L'aléa*, Université du Maine, journées de l'Association Henri Capitant des amis de la culture juridique, 3 avril 2009, contribution intitulée « Suicide et assurance-vie », Dalloz, collection Thèmes et commentaires, Association Capitant, *L'Aléa*, Journées nationales, Tome XIV / Le Mans, 2011, p. 33,

Interventions de Michel Grimaldi, Professeur à l'Université Paris II (Panthéon-Assas), Philippe Pierre, Professeur à l'Université de Rennes I, Philippe Casson, Maître de conférences à l'Université du Maine, Valérie Lasserre-Kiesow, Professeur à l'Université du Maine,

3° Participation au colloque « L'assureur et le procès », Université du Maine, 27 nov. 2009 : contribution intitulée « L'assureur dans le procès pénal », <u>Revue Générale de Droit des Assurances</u>, 2010, p. 547.

Interventions de Jean Bauchard, Professeur à l'Université de Poitiers, Philippe Casson, Maître de conférences à l'Université du Maine, Jean-Gabriel Sorbara, Professeur à l'Université du Maine, Hadi Slim, Professeur à l'Université de Tours, Antoine Bolze, Maître de conférences à l'Université Paris XII, François Leborgne, Maître de conférences à l'Université Paris X, Jean Salve de Bruneton, Avocat au Conseil d'Etat et à la Cour de cassation, Bertrand Guérinon, Directeur MAAF-MMA, Véronique Nicolas, Professeur à l'Université de Nantes, Pierre Roger, Covéa Risks

4° Participation au colloque organisé à l'Université de Bourgogne, 23 mars 2012, forum du notariat, « Le rôle de l'assurance dans la garantie du crédit ».

Interventions de Augustin Aynès, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil Paris XII, Guillaume Busseuil, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne, Philippe Casson, Maître de conférences à l'Université de Haute-Alsace, Michel Farge, maître de conférences à l'Université de Grenoble, Olivier Gout, Professeur à l'Université Lyon III Jean Moulin, Jean-Louis Mangel, notaire, Marc Mignot, Professeur à l'Université de Strasbourg, Paola Nabet, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne, Vincent Thomas, Maître de conférences à l'Université de Bourgogne, Benjamin Travely, notaire,

Diplômes

- **Doctorat en droit de l'Université Paris I (Panthéon-Sorbonne)** (dir. Pr. Geneviève VINEY), soutenance le 21 octobre 1994. Thèse intitulée «Les fonds de garantie»; Mention Très honorable avec les félicitations du jury; Travail honoré en 1995 d'un prix de thèse de l'Association Internationale de Droit des Assurances (A.I.D.A.).
- Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat (CAPA) 1997.
- Maître de conférences, section 01 Droit privé et sciences criminelles à l'Université du Maine, de 1998 à 2011.
- Habilitation à Diriger des Recherches (H.D.R.), 2006, Université de Rennes I.